



Cinquante-quatrième session

29 novembre 1999

Documents officiels

Original: Français

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 43^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 24 novembre 1999, à 10 heures

Président: M. Niculescu (Vice-Président) (Roumanie)
puis : M. Brauzzi (Vice-Président) (Italie)

Sommaire

Point 99 de l'ordre du jour : Développement durable et coopération économique internationale (*suite*)

g) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat (*suite*)

Point 100 de l'ordre du jour : Environnement et développement durable (*suite*)

b) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (*suite*)

Point 101 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (*suite*)

b) Coopération économique et technique entre pays en développement (*suite*)

Point 102 de l'ordre du jour : Formation et recherche (*suite*)

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (*suite*)

Point 97 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (*suite*)

c) Commerce et développement (*suite*)

Point 103 de l'ordre du jour : Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 h 25.

Point 99 de l'ordre du jour : Développement durable et coopération économique internationale (suite)

g) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat (suite)

Projets de résolution sur la relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat (A/C.2/54/L.9 et A/C.2/54/L.45)

1. Le **Président** présente le projet de résolution A/C.2/54/L.45, élaboré sur la base des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/54/L.9.
2. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.45 est adopté.*
3. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.9 est retiré.*
4. Le **Président** propose à la Commission d'adopter le projet de décision suivant : «L'Assemblée générale prend note de la note du Secrétaire général sur les thèmes proposés pour le deuxième dialogue de haut niveau sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat (A/54/328)».
5. *Le projet de décision est adopté.*

Point 100 de l'ordre du jour : Environnement et développement durable (suite)

b) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (suite)

Projets de résolution sur la coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène El Niño (A/C.2/54/L.29 et A/C.2/54/L.43)

6. **M. Matute** (Pérou), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/54/L.43, élaboré sur la base des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/54/L.29.
7. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.43 est adopté.*
8. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.29 est retiré.*

Projets de résolution sur les arrangements consécutifs à la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (A/C.2/54/L.28 et A/C.2/54/L.44)

9. **M. Matute** (Pérou), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/54/L.44, élaboré sur la base des consultations officielles tenues sur le projet de résolution

A/C.2/54/L.28. Il signale qu'au paragraphe 11 du texte anglais, l'expression «to ensure adequate action warnings» doit être placée à la fin de la phrase. Dans le texte espagnol, au paragraphe 9, l'expression «inclusive los manuales» devrait être remplacée par «inclusive a través de manuales».

10. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.44 est adopté.*
11. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.28 est retiré.*

Point 101 de l'ordre du jour : Activités opérationnelles de développement (suite)

b) Coopération économique et technique entre pays en développement (suite)

Projets de résolution sur la coopération économique et technique entre pays en développement (A/C.2/54/L.5 et A/C.2/54/L.47)

12. **M. Matute** (Pérou), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/54/L.44, élaboré sur la base des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/54/L.5.
13. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.47 est adopté.*
14. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.5 est retiré.*

Point 102 de l'ordre du jour : Formation et recherche (suite)

Projets de résolution sur l'École des cadres des Nations Unies à Turin (Italie) (A/C.2/54/L.26 et A/C.2/54/L.42)

15. **M. Brauzzi** (Italie), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/54/L.42, élaboré sur la base des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/54/L.26.
16. **M. Kääriäinen** (Finlande), prenant la parole au nom de l'Union européenne, annonce que les États ci-après se sont portés coauteurs de la résolution : Argentine, Arménie, Chili, Colombie, Comores, Croatie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Hongrie, Islande, Kirghizistan, Malawi, Malte, Maroc, Nicaragua, Norvège, Ouzbékistan, Paraguay, Pérou, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Sénégal, Turquie et Venezuela.
17. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.42 est adopté.*
18. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.26 est retiré.*

Projets de résolution sur l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (A/C.2/54/L.30 et A/C.2/54/L.46)

19. **M. Brauzzi** (Italie), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/54/L.46, élaboré sur la base des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/54/L.30.

20. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.46 est adopté.*

21. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.30 est retiré.*

22. Le **Président** annonce que la Commission a achevé l'examen du point 102 de l'ordre du jour.

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (suite)

Projets de résolution sur le rapport du Conseil économique et social (A/C.2/54/L.31 et A/C.2/54/L.41)

23. **M. Brauzzi** (Italie), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/54/L.41, élaboré sur la base des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/54/L.31.

24. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.41 est adopté.*

25. **Mme Fahmy** (Égypte) souligne que la Commission du développement durable devrait examiner, à sa huitième session, en 2000, les parties du rapport du Comité de l'énergie et des ressources naturelles au service du développement qui concernent le programme de travail de la Commission pour 2000 et tenir compte en particulier des recommandations formulées par le Groupe de travail sur les ressources en eau. Elle demande au Secrétariat de veiller à ce que le rapport de la Commission du développement durable soit prêt avant la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale.

26. *Le projet de résolution A/C.2/54/L.31 est retiré.*

27. **M. Brauzzi** (Italie) prend la présidence.

Point 97 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (suite)

c) Commerce et développement (suite)

Projet de résolution sur les mesures économiques unilatérales utilisées pour exercer une pression politique et économique sur les pays en développement (A/C.2/54/L.40)

28. Le **Vice-Président** présente le projet de résolution A/C.2/54/L.40 établi à l'issue de consultations officielles.

29. Le **Président** met le projet de résolution aux voix.

30. Il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/54/L.40.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre :

Îles Marshall, États-Unis d'Amérique

S'abstiennent :

Andorre, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Suède, Turquie, Ukraine

31. *Par 94 voix contre 2, avec 43 abstentions, le projet de résolution A/C.2/54/L.40 est adopté.*

32. **M. Hovhannisyan** (Arménie) explique pourquoi sa délégation a voté pour le projet de résolution A/C.2/54/L.40. L'Arménie a toujours condamné catégoriquement le recours aux mesures économiques coercitives, en particulier dans la région située au sud du Caucase, où elles nuisent au développement des échanges commer-

ciaux. En effet, l'Arménie, pays sans littoral, subit à la fois les problèmes économiques propres aux pays en développement et aux pays en transition et les rigueurs d'un blocus économique qui contrevient aux principes du droit international et du régime commercial multilatéral. Malgré cela, elle ne s'estime pas définitivement condamnée à la marginalisation et croit au resserrement de la coopération entre les pays transcaucasiens.

33. **M. Kääriäinen** (Finlande), s'exprimant au nom de l'Union européenne, dit que l'Union s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/54/L.40. Certes, elle estime que les mesures économiques doivent respecter les principes du droit international, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies, les principes du régime commercial multilatéral et les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais, jugeant toute mesure économique coercitive condamnable quel que soit le pays visé, elle regrette que le projet de résolution cite presque exclusivement le recours à des mesures coercitives contre des pays en développement. Elle espère que les débats qui auront lieu sur ce thème à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale permettront d'élargir la portée des textes adoptés.

Point 103 de l'ordre du jour : Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles (suite) (A/C.2/54/L.32*)

Projet de résolution sur la souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles (A/C.2/54/L.32)*

34. **M. Niculescu** (Roumanie), Vice-Président, présente le projet de résolution A/C.2/54/L.32*, établi à l'issue de consultations officieuses, qui a fait l'objet d'un nouveau tirage pour raisons techniques. Il signale que dans le texte anglais, à la fin de la quatrième ligne du dernier alinéa du préambule, le mot «that» ne devrait figurer qu'une seule fois.

35. Le **Président** dit qu'en l'absence d'objection, le projet de résolution, tel que modifié oralement, sera mis aux voix.

36. *Il en est ainsi décidé.*

37. **M. Gabay** (Israël), expliquant le vote de sa délégation avant le vote, dit que depuis sa création, l'État d'Israël cherche à nouer des relations pacifiques avec tous ses voisins, que l'instauration d'une paix permanente au

Moyen-Orient est le fondement même de sa politique, et qu'alors que les perspectives sont enfin favorables à la réalisation de cet objectif, il s'attend à recevoir le soutien de la communauté internationale.

38. Dans ce contexte, le projet de résolution A/C.2/54/L.32* est totalement redondant car, en ignorant les engagements réciproques que sont en train de prendre les deux parties, il instaure un processus parallèle qui n'apportera rien aux négociations. En effet, Israël et l'Autorité palestinienne ont signé le 4 septembre 1999 le mémorandum de Charm el-Cheikh par lequel ils se sont engagés à négocier avant février 2000 un accord-cadre sur le statut définitif. Le fait même que les deux parties aient déjà pu se fixer la date du 13 septembre 2000 pour la signature de l'accord montre, si besoin est, que les négociations directes constituent le seul moyen d'aboutir.

39. Il est donc regrettable que la Commission examine un projet de résolution qui préjuge de l'issue des négociations directes. Certes, l'ONU peut jouer un rôle constructif en appuyant les succès du processus de paix. En revanche, examiner un projet de résolution sur la souveraineté sur les ressources naturelles, c'est essayer à nouveau d'intervenir dans les mécanismes du processus de paix, ce qui n'entre pas dans les attributions de la Deuxième Commission.

40. C'est pourquoi la délégation israélienne votera contre le projet de résolution et prie instamment les autres délégations qui sont attachées au processus de paix et au principe des négociations directes de suivre son exemple.

41. **M. Keene** (États-Unis) dit que sa délégation votera contre le projet de résolution sur les ressources naturelles de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du Golan pour plusieurs raisons. Premièrement, ce projet cherche à faire intervenir l'Assemblée générale dans des domaines en cours de négociation en préjugant de l'issue des pourparlers. Par exemple, en employant le terme «souveraineté», les auteurs du projet cherchent de toute évidence à utiliser l'Assemblée pour peser sur l'issue de la négociation.

42. Deuxièmement, les États-Unis contestent la mention du «Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem» qui préjuge également de l'issue des négociations. Cela est d'autant plus inapproprié que les deux parties viennent de signer le mémorandum de Charm el-Cheikh qui prévoit notamment le démarrage de négociations sur ce problème, qui viennent juste de commencer. Les États-Unis sont prêts à voter pour toute résolution qui manifesterait le soutien de la communauté internationale au processus de paix, mais le projet à l'examen est trop tendancieux pour servir la cause de la paix.

43. En conséquence, les États-Unis voteront contre le projet de résolution et exhortent les autres délégations à faire de même.

44. Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/54/L.32*, tel que modifié oralement.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Grenade, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sainte-Lucie, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

Votent contre :

Israël, États-Unis d'Amérique, Îles Marshall

S'abstiennent :

Cameroun, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Zambie

45. *Par 132 voix contre 3, avec 5 abstentions, le projet de résolution A/C.2/54/L.32* est adopté.*

46. **Mme Silfverberg** (Finlande), s'exprimant au nom de l'Union européenne, dit que l'Union a voté pour le

projet de résolution car les ressources naturelles d'un territoire acquis par la force ne doivent pas être utilisées abusivement et illégalement par la puissance occupante. Elle tient aussi à préciser l'interprétation que donne l'Union européenne de certains aspects du projet de résolution. Elle réaffirme que la quatrième Convention de Genève de 1949 est applicable au Territoire occupé et que toute violation des droits du peuple palestinien, aux termes de la Convention, est illégale. Toutefois, les questions abordées dans le projet de résolution doivent être traitées dans le cadre des négociations sur le statut définitif. On ne peut pas considérer que le projet de résolution préjuge de l'issue des négociations, mais il faut éviter toute action ou déclaration qui puisse être interprétée de la sorte.

47. **M. Basmajiev** (Bulgarie) dit que sa délégation s'associe à l'explication de vote après le vote donnée par la Finlande au nom de l'Union européenne.

48. **M. Seki** (Japon) dit que sa délégation part du principe que le processus engagé au Moyen-Orient est la seule option réaliste pour l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région. Le Japon a activement soutenu ce processus par des consultations avec les parties et une assistance économique aux Palestiniens, et entend continuer à le faire. C'est dans cet esprit que sa délégation a voté pour le projet de résolution A/C.2/54/L.32*.

49. La délégation japonaise souhaite aussi mettre l'accent sur le quatrième paragraphe du projet de résolution, qui contient des thèmes à examiner au cours des négociations, et exprimer son appui à la formule «[l'Assemblée générale] exprime l'espoir que cette question sera traitée dans le cadre de la négociation sur le statut définitif entre les parties palestinienne et israélienne». Elle tient à préciser qu'avec son vote favorable, elle n'entend pas préjuger de l'issue des négociations sur le statut définitif. Pour ce qui est de la notion de «souveraineté permanente» utilisée dans le titre, le Japon tient à préciser que l'appui apporté au projet de résolution ne traduit aucun changement de sa position concernant le statut juridique du Territoire palestinien occupé. Enfin, il estime que la Deuxième Commission n'est pas l'instance indiquée pour établir ce type de projet qui traite de questions de nature fondamentalement politique.

50. **M. A'Ala** (République arabe syrienne) dit que l'appui apporté par les délégations au projet de résolution montre que la communauté internationale est attachée au processus de paix au Moyen-Orient et comprend les dangers graves résultant de la politique systématiquement suivie par le Gouvernement israélien, qui méconnaît les résolutions des Nations Unies et viole les normes internationales, empêchant ainsi un règlement global et juste dans

la région. La communauté internationale doit assumer ses responsabilités quant à l'instauration d'une paix juste et durable conforme aux résolutions demandant le respect de la légitimité internationale, le retrait complet des forces israéliennes du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne de juin 1967, du Sud-Liban et de la vallée de la Bekaa, et la sauvegarde des droits légitimes et inaliénables du peuple palestinien.

51. **M. Jilani** (observateur de la Palestine) remercie les auteurs du projet de résolution et les États qui ont voté pour. Selon lui, il n'y a pas de contradiction entre le processus de paix actuel et le respect du droit international et des résolutions des Nations Unies. Les accords négociés devraient venir compléter les principes du droit international et non pas s'y substituer. Il existe 24 résolutions du Conseil de sécurité affirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre est applicable au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem. Israël impose un régime semblable à l'apartheid pour l'utilisation des ressources naturelles, en particulier de la terre et de l'eau. Certaines normes s'appliquent aux colons israéliens illégitimes et d'autres aux populations autochtones palestiniennes. L'observateur de la Palestine réaffirme son soutien au processus de paix en cours et espère que les négociations déboucheront sur une paix globale, juste et durable dans le respect de la légitimité internationale et des résolutions des Nations Unies.

52. Le **Président** annonce que la Commission a achevé l'examen du point 103 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 11 h 40.